

Contribution de France Gaz à la consultation publique n°2024-08 du 3 juillet 2024 relative aux propositions de règles prudentielles ayant vocation à s'appliquer aux fournisseurs

Propos introductifs

France Gaz comprend et partage l'objectif de la CRE visant à identifier les bonnes pratiques et à vérifier la mise en œuvre de règles prudentielles permettant de prévenir le risque d'une défaillance d'un fournisseur et d'en protéger ainsi les clients du marché de détail.

Toutefois, **France Gaz souhaite rappeler que dans le cas de la fourniture de gaz, le cadre visant à éviter la défaillance de fournisseur est déjà, pour partie, fixé.** Il repose (a) sur les obligations de service public assignées aux fournisseurs aux clients finals par les articles R-121-1 à R-121-7 du Code de l'énergie (cf. obligations de continuité de fourniture en cas de disparition de la principale source d'approvisionnement ou dans des scénarios climatiques extrêmes 2%) et, (b) sur la procédure d'autorisation de fourniture définie dans le Code de l'énergie à l'article L-443-1. Cette dernière procédure astreint les fournisseurs de gaz à une enquête annuelle du Ministère de la transition énergétique où chacun d'entre eux doit décrire sa stratégie d'approvisionnement et de couverture de ses volumes dans différents scénarios climatiques. La DGEC, en fonction de l'appréciation qu'elle porte sur la couverture au risque de chaque fournisseur, peut décider chaque année la suspension de l'autorisation de fourniture de gaz.

1 Question 1 : Etes-vous d'accord avec les principes généraux exposés par la CRE

Si France Gaz considère que la diffusion des bonnes pratiques en matière de gestion des risques est souhaitable. Elle souhaite cependant rappeler que des mesures trop prescriptives peuvent entraver la liberté commerciale du fournisseur et, in fine, nuire à la concurrence sur le marché de détail français.

Dans le cas où le Régulateur s'engagerait dans la mise en œuvre d'un contrôle prudentiel, France gaz appelle la CRE à reconsidérer l'ordonnancement des principes exposés dans sa consultation publique. Si ces principes sont clairs, leur degré de complexité et les résultats attendus plaident en revanche pour une inversion dans l'ordre proposé pour leur application.

France Gaz considère qu'un contrôle plus simple doit reposer d'abord sur l'examen approfondi de la politique de gestion de l'ensemble des risques supportés par les fournisseurs (ainsi le principe n°3 deviendrait le principe n°1). En cas d'incapacité du fournisseur à présenter une politique robuste, ce contrôle pourrait être complété par une analyse de ses capacités financières (principe n°2) impliquant un test de résistance similaire à celui présenté par la CRE (NB - une telle analyse est déjà menée lors de la délivrance de la licence de fourniture). En dernière extrémité, dans le cas d'une politique

de risque insuffisante et d'une capacité financière réduite, le fournisseur pourrait se voir imposer un suivi de ses couvertures par le Régulateur.

2 Question 5 : Etes-vous d'accord avec la proposition de la CRE, à savoir la mise en place d'un double contrôle portant à la fois sur un contrôle ex-post et un contrôle prévisionnel des obligations de couverture ?

France Gaz **ne partage pas l'orientation du Régulateur concernant la mise en place d'un contrôle ex-post** en plus du contrôle ex-ante. Les couvertures sont une activité préventive. Le contrôle vise à éviter que les fournisseurs ne s'exposent à des risques futurs qui les empêcheraient de fournir les volumes de gaz contractés par leurs clients. Ces activités de marché ne donnent pas lieu à un suivi ex-post. Les couvertures sont par nature débouclées chez les fournisseurs avant l'horizon couvert.

En outre, concernant le dimensionnement d'un taux minimal d'obligation de couverture il appartiendra à la CRE de déterminer le niveau qui serait requis pour des fournisseurs n'ayant pas de politique de gestion des risques et présentant des capacités financières insuffisantes. En tout état de cause, **la question porte moins sur le niveau minimum demandé** (le niveau de 97% figurant dans la consultation pourrait être utilement ramené à 85% si on considère les risques de sur-couverture dans certains scénarios climatiques) **que le principe même d'obligations uniformes qui serait à justifier de façon détaillée sans considération des politiques de risque et de la robustesse financière du fournisseur de gaz.**